Progrès technologique

avait été convenu alors d'adapter le réseau téléphonique de la province à cette technique. Le gouvernement avait usé de son influence auprès de la Northern Telecom pour obtenir que celle-ci ouvre une usine de production de ces fibres optiques en Saskatchewan. Il avait fait savoir à cette société qu'il lui adjudgerait le contrat à la condition qu'elle construise son usine dans la province et qu'elle y crée des emplois pour ses habitants.

● (1530)

Lorsque l'industrie de la fibre optique sera établie dans notre province nous voulons une usine qui soit un modèle du genre ayant le rendement et la capacité de production voulus pour exporter sa production et la technologie des fibres optiques dans le monde entier. Le gouvernement fédéral, les gouvernements de l'Ontario, du Québec et des autres provinces pourraient entreprendre ce genre de réalisation, notamment dans le domaine de l'informatique en amenant toutes les écoles, les hôpitaux, les services municipaux et les sociétés de la Couronne à s'équiper d'ordinateurs.

La politique du gouvernement en matière d'approvisionnements devrait servir à encourager l'industrie canadienne dans le cadre d'une planification rationnelle au lieu de nous laisser nous approvisionner en grande partie à l'étranger. Nous sommes capables de produire tous les biens dont nous avons besoin et d'assurer l'avenir de notre économie et la sécurité d'emploi pour les travailleurs canadiens jusqu'à la fin du XX^e siècle.

Ma liste est loin d'être complète, mais je voudrais en dernier lieu—cela constitue le neuvième point que j'ai voulu mentionner cet après-midi—recommander que le comité se penche sur les répercussions humaines et morales de la technologie de pointe. Il pourrait veiller à ce que l'introduction des techniques de pointe n'aille pas à l'encontre de la réalisation des valeurs humaines acceptées de longue date. Nous devons faire en sorte que le recours aux techniques de pointe libère davantage l'homme et ne le rende pas esclave du robot et de l'ordinateur. Il faut veiller à confier à la machine les tâches sales, ennuyeuses et dangereuses et non pas les tâches enrichissantes. Il ne faut pas que les techniques de pointe amènent une baisse de la productivité nationale, qu'elles appauvrissent le pays ou qu'elles contribuent à l'augmentation du chômage. Il faut au contraire qu'elles permettent de rendre la société plus productive, plus intéressante et plus riche pour chacun de nous.

Il y a bien d'autres choses que l'on pourrait dire au sujet des techniques de pointe et de leur importance pour notre pays. Essentiellement, je pense que nous devons créer un comité qui étudiera les retombées sociales et économiques de ce phénomène. J'ai présenté un certain nombre d'arguments en faveur de la création de ce comité et cité un certain nombre de questions sur lesquelles il devrait se pencher. J'en appelle à tous les députés, de quelque parti qu'ils soient, pour qu'ils adoptent la motion visant à créer un comité cet automne afin que les Canadiens, par le truchement de leurs députés, puissent participer à l'une des mutations les plus intéressantes et les plus profondes que notre société ait connues depuis bien des années.

M. Jim Schroder (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je remercie le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) de porter cette question à l'attention de la Chambre et de nous signaler les répercussions de l'évolution technologique sur notre société. Il nous a donné, selon moi, une liste très utile de

questions sur lesquelles le gouvernement et le Parlement devraient s'attarder. Cet après-midi, j'entends aborder certaines mesures prises par le gouvernement et signaler que nous tenons compte, dans les faits, de bien des choses qu'il a mentionnées.

Je suis heureux de profiter de l'occasion, cet après-midi, pour souligner les efforts déployés par le gouvernement pour faire en sorte que l'évolution technologique profite à tous les Canadiens. La politique technologique annoncée récemment reconnaît sans équivoque la dimension sociale de la technologie et la nécessité de déployer davantage d'efforts pour faire face aux répercussions des mutations technologiques. Parmi les principaux objectifs nationaux de cette politique, on retrouve notre détermination à nous assurer que les Canadiens connaissent bien les possibilités que la technologie offre et les problèmes qu'elle peut poser.

Nous concentrons nos efforts sur les objectifs économiques à long terme que nous pourrions réaliser en sachant davantage tirer parti des progrès technologiques. Le gouvernement a approuvé un fonds de 10 millions de dollars pouvant être utilisé au cours des deux prochaines années pour encourager le monde des affaires et le monde ouvrier à créer un centre national pour l'accroissement de la productivité et de l'emploi.

Le gouvernement fédéral s'est fixé des objectifs plus élaborés afin d'aider les particuliers et les sociétés à faire face aux changements, aux défis et aux possibilités que suppose l'évolution technologique. L'un de ces objectifs consiste à s'assurer que tous les Canadiens connaissent l'importance de la technologie dans leur vie, et on sait qu'elle est énorme. On vise également à prévoir les répercussions de l'évolution technologique et à minimiser ses conséquences négatives en travaillant en étroite relation avec ceux qui ont le plus de chance d'être touchés, surtout les travailleurs. Nous voulons également offrir des programmes de formation aidant les particuliers à profiter des nouveaux débouchés. Nous craignons que les gens se sentent impuissants devant la révolution technologique et incapables de la suivre. Comme je l'ai déjà dit, nous devons donner aux Canadiens la formation voulue, afin qu'ils puissent tirer parti de l'évolution technologique au lieu d'en avoir peur.

Un autre objectif consiste à s'assurer que tous les Canadiens, quelle que soit leur région, aient les mêmes possibilités et que toutes les économies régionales profitent des débouchés offerts par l'évolution technologique en fonction de leurs avantages comparatifs. Le budget qui a été annoncé récemment alloue 155 millions de plus au cours des deux prochaines années pour les programmes de développement des ressources humaines, visant à perfectionner les travailleurs canadiens et à faciliter leur adaptation au progrès technologique.

Un sous-comité du développement technologique a été formé. Comme l'avait annoncé le dernier énoncé de politique en matière de technologie, le premier ministre (M. Trudeau) a chargé un sous-comité du cabinet, sous la présidence du ministre d'État au Développement économique et du ministre d'État aux Sciences et à la Technologie (M. Johnston), d'étudier toutes les questions concernant l'évolution technologique. A cause des mandats de leur ministère, les ministres membres du sous-comité ont le pouvoir et les ressources nécessaires pour agir en toutes matières concernant la mise en œuvre et les répercussions des nouvelles techniques. Le sous-comité va jouer